

ENFANTS D'AUJOURD'HUI DIVERSITÉ DES CONTEXTES PLURALITÉ DES PARCOURS

*Colloque international de Dakar
(Sénégal, 10-13 décembre 2002)*



Numéro 11

**ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE
AIDELF**

Les facteurs de risque de maltraitance dans les ménages en situation précaire à Antananarivo (Madagascar)

Isabelle DROY

IRD/C3ED, Bordeaux, France

Patrick RASOLOFO

Cellule Sécurité Alimentaire, Antananarivo, Madagascar

Introduction

A Madagascar, la lutte contre la pauvreté a été remise au centre des politiques publiques. Mais la connaissance précise des différentes formes de pauvreté souffre encore de lacunes, tout comme les éventuelles substitutions de ces formes entre elles. Les enquêtes auprès des ménages restent un moyen privilégié de compréhension de ces phénomènes.

Est-il possible de mesurer par une enquête le lien entre la situation des ménages, qui peuvent cumuler plusieurs formes de pauvreté et la maltraitance éventuelle des enfants ? Une intervention extérieure qui a pour objectif d'aider l'ensemble du ménage à « retrouver sa dignité » (trouver un travail, scolariser les enfants), a-t-elle un impact mesurable sur les rapports entre parents et enfants ? C'est à ces questions que tentent de répondre cette étude en exploitant les données d'une enquête réalisée en 2000 dans un quartier défavorisé d'Antananarivo.

1. Pauvreté d'accessibilité et pauvreté de potentialités

Les travaux d'A. Sen (Sen, 2000) ont permis de mieux comprendre les aspects multidimensionnels du bien-être (dans le sens large du *well-being*) et des situations de pauvreté qui sont associées à des manques ou des lacunes dans une ou plusieurs dimensions (Silber, 2001). Pour chacune de ces dimensions, un individu ou un groupe va être confronté à deux problèmes.

En premier lieu, l'accès à un certain nombre de biens, de services, d'informations ou la participation aux décisions ne sont pas les mêmes pour tous. Certains groupes peuvent être privés de droits ou de possibilités d'accès au logement, à la propriété foncière, ou au crédit ou à certains services comme l'éducation ou la santé, soit du fait d'une discrimination (selon le genre, selon l'ethnie etc.) soit du fait des inégalités spatiales et économiques (pas d'école ou de dispensaire dans leur quartier ou leur région). On parle alors de pauvreté d'accessibilité. La lutte contre la pauvreté d'accessibilité est la première étape indispensable des politiques de lutte contre la pauvreté.

Ensuite, chaque individu a un « stock d'actifs » particulier, qui est lié à ses caractéristiques personnelles, à son éducation, à son état de santé, au capital physique et financier qu'il possède, aux relations sociales qu'il entretient etc. On appelle ces « actifs » les potentialités. La pauvreté des potentialités exprime donc un déficit d'accumulation dans les domaines de la santé, de l'éducation, des biens matériels ou des relations sociales (Dubois, Mahieu, Poussard, 2001).

Les potentialités ne peuvent être valorisées que si l'individu a l'opportunité sociale de le faire : par exemple, une femme diplômée peut ne pas avoir accès au marché du travail du fait d'une discrimination liée au genre. Les capacités des individus (d'après les *capabilities* de Sen) dépendent donc de l'accessibilité et des potentialités. Le renforcement des capacités est un axe central des politiques de développement et plus particulièrement des politiques de lutte contre la pauvreté et les inégalités.

Les différentes potentialités sont désignées sous le terme de « capital », car ce mot illustre bien l'aspect d'accumulation. Le *capital physique et financier* est bien entendu la forme la plus connue : il fait référence aux biens matériels (terres, équipements agricoles, matériel etc.) et aux actifs financiers que possède un individu. On y inclut aussi la possibilité d'accéder au crédit. Le *capital humain* est bien analysé depuis les années 1990, date des premiers rapports sur le développement humain élaborés sous l'égide du PNUD. De nombreux programmes de développement tentent de le renforcer, à travers l'éducation et la santé. Les analyses montrant l'importance du *capital social* sont plus récentes, elles ont été développées à la suite de travaux de Pierre Bourdieu qui a montré l'importance des réseaux de relations sociales dans la réussite économique des individus. Le *capital politique* fait référence à la démocratie et à la participation aux décisions à tous les échelons, du local au national. Le *capital d'éthique* rassemble l'ensemble des normes et valeurs qui visent au respect des droits des personnes et des communautés.

Les différentes formes de pauvreté peuvent se cumuler ou se substituer entre elles : par exemple, la pauvreté monétaire peut entraîner une déscolarisation des enfants, ce qui à terme conduit à un déficit d'accumulation du capital humain et à une pauvreté des potentialités. Les enquêtes conduites auprès des ménages, donc de l'enfant dans sa famille, permettent d'appréhender ces différentes formes de pauvreté et d'identifier des groupes de population plus ou moins vulnérables en fonction du cumul de leurs difficultés.

2. Une enquête dans un quartier défavorisé d'Antananarivo

2.1 Les objectifs de l'enquête

Cette étude réalisée à la demande de l'UNICEF a pour objectif de mieux connaître les conditions de vie des enfants d'un quartier défavorisé d'Antananarivo : cela concerne aussi bien l'environnement dans lequel les enfants évoluent que les pressions plus ou moins violentes qu'ils peuvent subir du fait de leur entourage.

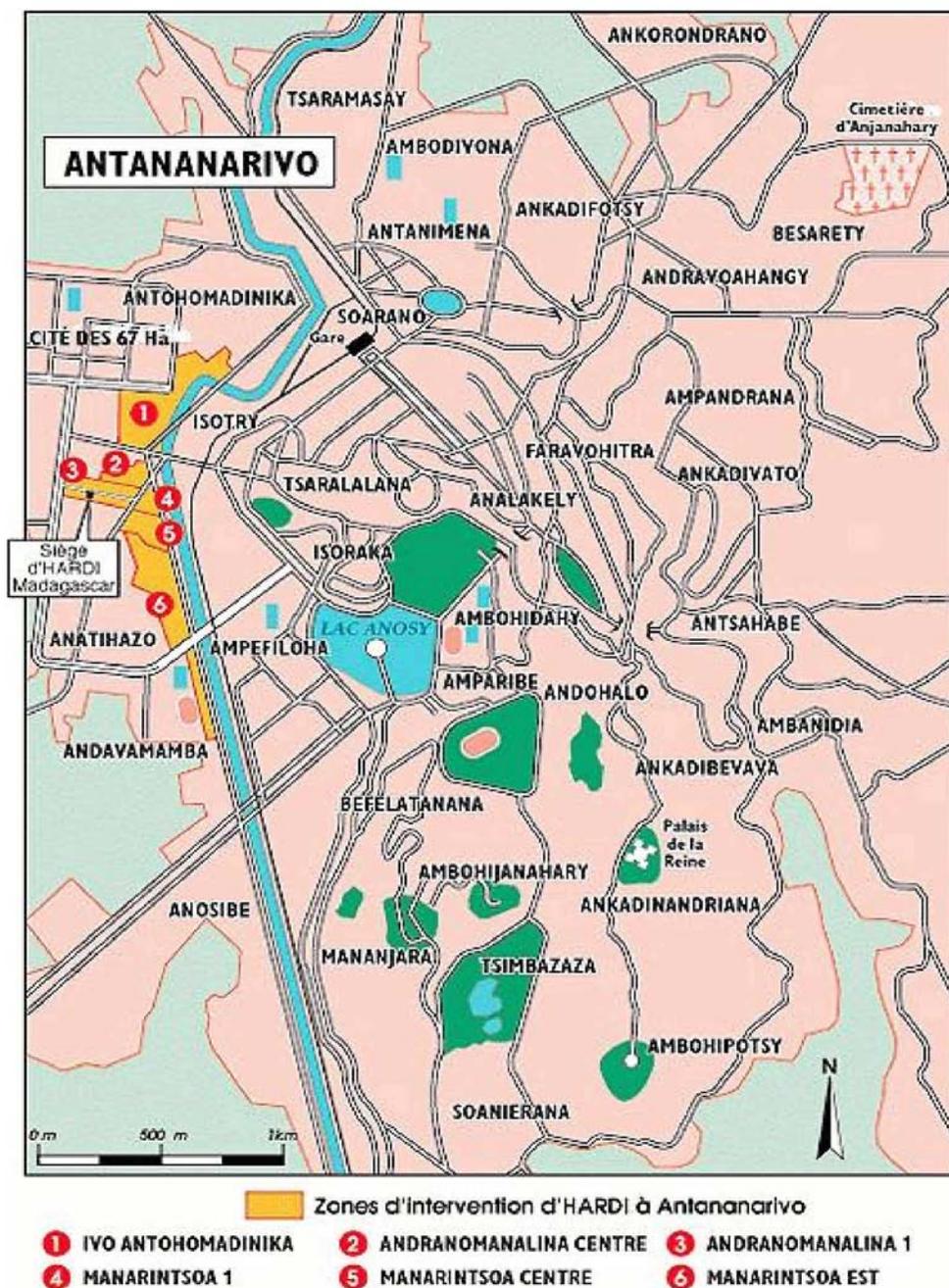
La zone choisie correspond à l'aire d'intervention de l'ONG HARDI (Harmonisation des Actions pour un Développement Intégré), qui travaille depuis plusieurs années sur quelques quartiers à l'Est de la ville d'Antananarivo (Isotry, 67 ha). Cette association accompagne les familles en réalisant des formations pour l'accès à l'emploi, des structures d'accueil pour les enfants déscolarisés et des actions de micro-crédit pour le démarrage d'activités.

L'échantillon comprend des ménages bénéficiaires et non-bénéficiaires des actions de HARDI, afin de comparer ces deux groupes et d'éventuellement tirer des éléments de l'impact de l'intervention de l'association. . Finalement, 162 ménages bénéficiant l'assistance de HARDI et 336 ménages non-bénéficiaires repartis dans 13 Fokontany de la zone d'Isotry (voir carte de localisation des zones d'intervention de Hardi) ont été enquêtés.

2.2 La collecte des données

Le questionnaire auprès des ménages comprend plusieurs modules permettant la collecte des informations sur les thèmes suivants : caractéristiques des ménages (module socio-démographique), conditions de vie (indicateurs de confort, type d'habitat...), dépenses et revenus des ménages, violences à l'encontre des enfants. Un second module sur la maltraitance est destiné spécifiquement aux enfants de plus de 7 ans qui sont interrogés en dehors de la présence de leur parents. Les enquêteurs travaillent avec HARDI, ce qui présente l'avantage de travailler dans un climat de confiance déjà établi.

CARTE DE LOCALISATION DES ZONES D'INTERVENTION DE HARDI

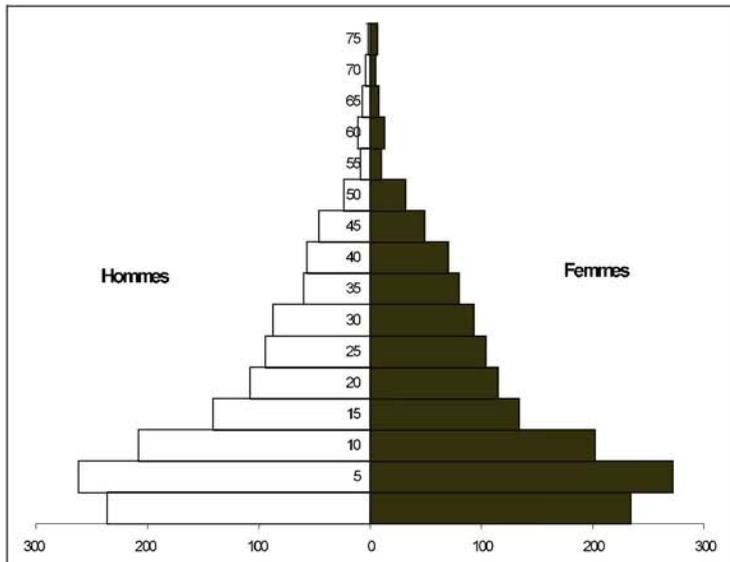


Source : Hardi – Antananarivo

3. Les caractéristiques socio-démographiques des ménages : une proportion importante de ménages monoparentaux

La pyramide des âges est typique de celle d'un pays en développement (graphique 1). La population se caractérise par sa jeunesse, les personnes de moins de 20 ans représentent plus de 60 % de la population enquêtée, contre 37 % pour celle âgées de 20 à 59 ans. Les personnes de 60 ans et plus représentent seulement 2,1 % de la population, ce qui n'est pas surprenant quand on sait que l'espérance de vie sur l'ensemble du pays est de 52,2 ans (PNUD, RDH 2001). La tranche d'âge de 0 à 5 ans présente un effectif plus réduit que celle de 5 à 10 ans : une des explications avancée par les professionnels de la santé viendrait de la surmortalité des jeunes enfants liée à l'épidémie de choléra survenue en 1998-1999 et qui a particulièrement affectée ces quartiers défavorisés de la ville d'Antananarivo, situés dans une zone inondable, et sans évacuation des eaux usées.

GRAPHIQUE 1 PYRAMIDE DES ÂGES DE LA POPULATION ENQUÊTÉE



Source : Enquête Observatoire de l'enfance 2000 et nos propres calculs.

Les enfants des quartiers d'Isotry vivent dans une famille dont le chef est relativement jeune (38ans) et inférieure à la moyenne de l'agglomération d'Antananarivo (45 ans) (MADIO, 2000). Les chefs de ménages bénéficiaires de HARDI sont en moyenne plus âgés que les ménages non bénéficiaires (tableau 1). Les ménages dirigés par une femme représentent un quart des ménages ; cette proportion est un peu plus élevée parmi les bénéficiaires de Hardi et de toute façon plus importante que sur l'ensemble de l'agglomération d'Antananarivo.

Contrairement à d'autres capitales de pays en développement, la proportion des chefs de ménages originaires d'autres régions du pays est assez faible. En effet, les trois quarts des chefs de ménages sont natifs du quartier ou de la ville d'Antananarivo (tableau 2). Pour le quart restant la plupart sont originaires des environs d'Antananarivo ou de sa province. Seuls 7% des chefs de ménages sont nés dans une autre province du pays.

La principale raison qui motive l'installation dans ce quartier de la capitale est la recherche d'emploi (62 %) et ensuite vient le regroupement familial (27,9 %).

TABLEAU 1 : CARACTÉRISTIQUES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE DU CHEF DE MÉNAGE

	HARDI	Non- HARDI	Ensemble
Âge moyen du chef de ménage	40,9 ans	37,6 ans	38,7 ans
Taille moyenne de ménage	6,3	5,2	5,6
Proportion des ménages dirigés par une femme	29 %	24,1 %	25,7 %
Statut matrimonial du chef de ménage :			
Célibataire	2,0 %	3,0 %	1,6 %
Marié(e)	32,2 %	37,4 %	36,3%
Union libre	40,8 %	35,9 %	37,1 %
Divorcé(e)	7,2 %	9,8 %	9,0 %
Veuf(ve)	17,8 %	13,9 %	15,9 %
<i>Total</i>	<i>100 %</i>	<i>100 %</i>	<i>100 %</i>
<i>Source</i> : Enquête Observatoire de l'enfance 2000 et nos propres calculs. Hardi = bénéficiaires de Hardi, non-Hardi = non bénéficiaires de Hardi.			

TABLEAU 2 : MIGRATIONS ET ORIGINE DES CHEFS DE MÉNAGE

	HARDI	Non- HARDI	Ensemble
A toujours vécu dans le quartier			73,5%
Lieu de naissance du chef de ménage :			
Antananarivo	54,9%	71,7%	66,3%
Environs d'Antananarivo	30,2%	19,3%	22,9%
Autre	14,8%	8,9%	10,8%
<i>Total</i>	<i>100%</i>	<i>100%</i>	<i>100%</i>
Proportion des migrants	34,6%	22,5%	26,5 %
Originaires du Faritany d'Antananarivo	90,1%	94,6%	93,2 %
Raisons de la migration (pour les chefs de ménages qui n'ont pas vécu à Antananarivo)			
- <i>Regroupement familial</i>	30,4%	26,7%	28,2 %
- <i>Recherche d'emploi</i>	57,1%	62,7%	60,3 %
- <i>Autres raisons</i>	12,5%	10,6%	11,5 %
<i>Total</i>	<i>100 %</i>	<i>100 %</i>	<i>100 %</i>
<i>Source</i> : Enquête Observatoire de l'enfance 2000 et nos propres calculs. Hardi = bénéficiaires de Hardi, non-Hardi = non bénéficiaires de Hardi.			

La population bénéficiaire des actions de l'ONG Hardi est un peu différente de la population du quartier : une taille des ménages un peu plus élevée, plus de femmes chefs de ménage, des chefs de ménage un peu plus âgés et une proportion plus importante de ménages « migrants » même si cette migration est ancienne.

4. La pauvreté des conditions de vie

L'illustration de la pauvreté peut être appréhendée par la pauvreté des conditions de vie, parfois aussi appelée pauvreté d'existence. Elle se manifeste par l'impossibilité de satisfaire aux besoins essentiels concernant l'alimentation (sécurité alimentaire et déséquilibres nutritionnels), la santé (difficulté d'accès aux soins primaires), à l'éducation (faible scolarisation), au logement, à l'eau potable.

La pauvreté en milieu urbain présente des caractéristiques particulières qui la différencie de la pauvreté en milieu rural. À la précarité des logements, souvent commune au milieu rural et au milieu urbain, s'ajoute une insalubrité exacerbée par la densité de population et la promiscuité dans les logements. De surcroît, ces zones sont particulièrement affectées par la pollution urbaine : la pollution de l'air par les gaz d'échappement est plus importante dans les zones basses de la ville (car ce sont des gaz lourds) et en saison des pluies, ces quartiers sont inondés par les eaux usées qui débordent des canaux d'évacuation.

4.1 Le logement : un habitat très précaire et insalubre

Les résultats de l'enquête montrent une pauvreté des conditions de vie de la population des quartiers d'Isotry. La « norme » de l'habitat des Hautes Terres est le pisé ou la brique. Or, dans le quartier, près de six logements sur dix sont en matériau de récupération ou relativement bon marché, comme les planches ou autres matériaux, les tôles ou le carton (tableau 3). Alors que la ville d'Antananarivo est électrifiée depuis des décennies, seuls 12% des ménages du quartier ont l'électricité dans leur logement. La lampe à pétrole constitue le mode d'éclairage le plus répandu (77 % des logements) suivie de la bougie (11 %). En ce qui concerne les types de combustibles, plus de trois ménages sur quatre utilisent le charbon de bois pour la cuisson des aliments, parfois en association avec le bois de chauffe.

TABLEAU 3 : CARACTÉRISTIQUES DE L'HABITAT

Caractéristiques des logements	HARDI	Non-HARDI	Ensemble
Nature de la construction			
Ciment, parpaing , brique cuite	11,7	4,2	6,6
Brique crue	26,6	32,8	30,8
Pisé	1,2	5,3	4,0
Planche	56,8	55,0	55,6
Autres	3,7	2,7	3,0
<i>Total</i>	<i>100,0</i>	<i>100,0</i>	<i>100,0</i>
Nombre moyen de pièce par ménage	1,1	1,1	1,1
Surface moyenne habitable (<i>en m²</i>)	8,7	9,4	9,2
% des ménages possédant une cuisine	9,3	5,9	7,0
% des ménages possédant une douche	3,1	0,1	1,6
Mode d'éclairage de logement			
Électricité	10,5	13,0	12,2
Pétrole	77,2	76,6	76,8
Bougie	12,3	10,4	11,0
<i>Total</i>	<i>100,0</i>	<i>100,0</i>	<i>100,0</i>
Combustible utilisé pour la cuisson des aliments			
Pétrole	0,6	3,0	2,2
Charbon de bois	74,7	75,1	75,0
Bois de chauffe	5,6	6,8	6,4
Bois de chauffe et charbon de bois	15,4	13,0	13,8
Autres	3,7	2,1	2,6
<i>Total</i>	<i>100,0</i>	<i>100,0</i>	<i>100,0</i>
<i>Source</i> : Enquête Observatoire de l'enfance 2000 et nos propres calculs.			
Hardi=bénéficiaires de Hardi, non-Hardi=non bénéficiaires de Hardi.			

Par ailleurs, la majorité des logements est composée d'une seule pièce exiguë dont la surface est en moyenne de 9 m². Le taux d'occupation de ces logements est aussi très élevé

puisque la taille moyenne d'un ménage est 6,2 personnes. De plus, une pièce sert à la fois de chambre à coucher et de cuisine car sept ménages sur cent seulement possèdent une cuisine.

Seuls 3,8 % des logements sont raccordés au réseau de distribution d'eau de la ville et les bornes fontaines restent la principale source d'approvisionnement en eau des ménages d'Isotry (95%) (tableau 4). La plupart des ménages ne disposent pas à domicile d'équipement sanitaire, même rudimentaire comme des latrines. Près d'un ménage sur six n'utilise aucun équipement, ce qui a des répercussions sanitaires importantes surtout en saison des pluies. Les enfants et les personnes de santé fragile de ce quartier ont d'ailleurs payé un lourd tribut lors de l'épidémie de choléra en 1998-1999.

TABLEAU 4 : APPROVISIONNEMENT EN EAU ET ASSAINISSEMENT

	HARDI	Non- HARDI	Ensemble
Sources d'approvisionnement en eau			
Bornes fontaines publiques	95,1	96,1	95,8
Robinetts intérieurs ou extérieurs	4,9	3,3	3,8
Puits	0	0,6	0,4
<i>Total</i>	<i>100,0</i>	<i>100,0</i>	<i>100,0</i>
Assainissement			
Fosses septiques individuelles	1,2	1,2	1,2
Fosses perdues individuelles	11,7	6,5	8,2
Latrines et fosses perdues communes	74	72,4	72,9
Autres (dans la nature etc.)	13	20	17,7
<i>Total</i>	<i>100,0</i>	<i>100,0</i>	<i>100,0</i>
<i>Source</i> : Enquête Observatoire de l'enfance 2000 et nos propres calculs.			

Les équipements des ménages se résument parfois à une chaise et une table. Si la télévision reste un luxe rare et de toute façon limité à ceux qui ont l'électricité, la radio n'est pas pour autant présente dans la majorité des foyers. Or, la radio est un précieux moyen d'information surtout pour une population qui n'a pas accès à la presse écrite, trop coûteuse et difficilement accessible pour ceux qui maîtrisent mal l'écrit.

Cet ensemble de données fournit déjà des indications sur l'environnement des enfants, qui vivent dans des logements précaires caractérisés par l'exiguïté, l'absence de confort et l'insalubrité. L'impact négatif sur le « capital santé » des populations n'est pas négligeable, même si la mesure n'est pas facile à effectuer.

4.2 La santé : de nombreux services mais qui ne sont pas à la portée de tous les ménages

Les populations de la capitale bénéficient d'une offre de services de santé qui devance de très loin les autres zones du pays, y compris les villes secondaires.

Une baisse de fréquentation des maternités ...

Le nombre de naissances à domicile a fortement augmenté ces dernières années au détriment de la fréquentation des maternités. Plus de la moitié des enfants de 0 à 5 ans sont nés à domicile contre 39% pour les enfants de 11 à 14 ans (tableau 5). Et, la majorité de ces naissances à domicile sont assistées par une matrone et non une sage-femme: La politique de recouvrement des coûts qui est appliquée dans les établissements sanitaires publics depuis quelques années, dissuade les ménages à faible revenu. De surcroît un accouchement hors du domicile occasionne des frais annexes (coût de transport ; garde des enfants en bas âge) qui

grèvent lourdement le budget des familles. L'absence de confiance dans les structures et les personnels des établissements sanitaires est aussi un argument avancé par les ménages pour expliquer ce repli sur des pratiques anciennes.

TABLEAU 5 : ACCÈS AUX STRUCTURES SANITAIRES

Lieu de consultation	% de ménages	Lieu de naissance des enfants de 0 à 14 ans	% enfants selon le groupe d'âge		
			0-5	6-10	11-14
Médecin libéral	30,8	Maternité	46,2	52,5	61
Centre de santé de base (CSB)	27,2	Domicile avec sage-femme	18,5	17,2	15,6
Dispensaires caritatifs	22,4	Domicile avec matrone	27,9	24,6	19,2
Centres d'ONG (MDM, MSF, MSI)	13,4	Domicile avec famille	7,2	5,3	4,2
Automédication par allopathie	4,4	Autres	0,2	0,4	0
Automédication par les plantes	1,6	Total	100	100	100
Guérisseur	0,2	<i>Source : Enquête Observatoire de l'enfance 2000 et nos propres calculs.</i>			
Total	100				

Cet exemple illustre bien un cas de pauvreté d'accessibilité : pour la mise au monde de leurs enfants, les ménages utilisent de moins en moins les infrastructures existantes, faute de revenus suffisants.

Une bonne couverture vaccinale et une fréquentation croissante des centres de soins caritatifs

Par contre, la couverture vaccinale dans les quartiers pauvres de la capitale est bonne : en effet, plus de 90% de la population est couverte par le DTCOQ et 85% pour la poliomyélite et le BCG. Ces proportions ne varient quasiment pas selon les classes d'âge. Ces résultats sont le fruit de différentes actions menées depuis plusieurs années comme les campagnes de vaccination, gratuité des vaccins.

En cas de maladie, les ménages s'adressent plutôt à un dispensaire ou à un centre (tableau 5). Moins du tiers des ménages vont chez le médecin « libre », où ils doivent payer la consultation et le coût des médicaments. Mais, même dans les établissements sanitaires publics, les ménages doivent payer une participation financière pour le recouvrement des coûts des soins. Il n'est pas donc étonnant que 36% des ménages, faute de budget pour la santé, fréquentent les centres de santé caritative (chez les sœurs de la paroisse du quartier) ou les organisations internationales (MSF, MDM), où le coût est moindre, voire gratuit.

Une minorité de ménages pratique soit de l'automédication, soit de la sorcellerie, soit de la médecine traditionnelle pour combattre la maladie. La principale explication avancée pour ce choix est le coût élevé des soins.

4.3 Une scolarité courte malgré l'importance de l'offre scolaire

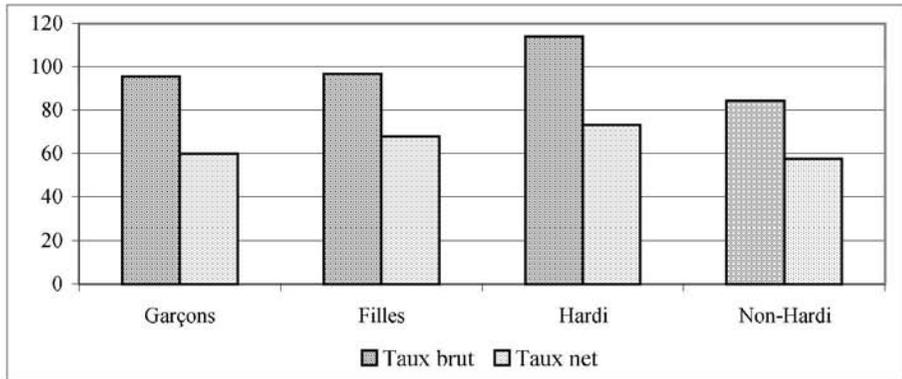
L'offre scolaire est étendue à Antananarivo et relève d'écoles publiques (EPP ou école primaire publique) comme d'écoles privées ; la préscolarisation des enfants de moins de 6 ans est aussi possible dans la capitale grâce à l'existence de nombreux jardins d'enfants privés. Dans les quartiers de la zone enquêtée, plusieurs centres liés à des ONG offrent aussi des possibilités de scolarisation voire de préscolarisation pour les enfants. La longue tradition de scolarisation qui caractérise Madagascar et plus particulièrement Antananarivo se manifeste par un taux élevé de fréquentation de l'école : 85% de la population ayant plus de 6 ans fréquente ou a fréquenté l'école et 85 % des enfants de 7 à 16 ans va ou a été à l'école.

De taux de scolarisation assez médiocres

Mais ce constat apparemment positif est mis à mal par une observation plus détaillée de la situation. Ainsi, les taux de scolarisation dans le primaire sont faibles, et souvent inférieures aux zones rurales des Hautes Terres (ROR 2001). Seulement les deux tiers des enfants de 6 à 11 ans fréquentent l'école primaire (taux net de scolarisation). Les taux bruts ne sont pas meilleurs (96%), alors qu'ailleurs ils dépassent souvent les 120% en raison de la présence d'enfants qui ne sont plus dans la tranche d'âge théorique, en raison des redoublements ou d'une entrée tardive à l'école (graphique 2).

La différence entre garçons et filles n'est pas très sensible ; l'absence de discrimination nette selon le sexe dans la scolarisation primaire est une caractéristique propre à Madagascar. On observe même dans certains cas comme ici, un léger avantage pour les filles. Par contre, la différence entre les familles suivies par l'ONG Hardi et les autres est assez nette et la scolarisation des enfants est plus élevée chez les premières : le taux brut de scolarisation est de 114% pour les ménages suivis par Hardi contre 84% pour les autres et les taux nets de 73% contre 58%.

GRAPHIQUE 2 : TAUX DE SCOLARISATION DANS LE PRIMAIRE EN FONCTION DU SEXE ET DU LIEN AVEC L'ONG HARDI



Source : Enquête Observatoire de l'enfance 2000 et nos propres calculs.

Le taux net de scolarisation dans le primaire est le rapport du nombre d'enfants de 6 à 11 ans dans le primaire sur le nombre total d'enfants de 6 à 11 ans (âge théorique de la population du primaire).

Le taux brut de scolarisation dans le primaire est le rapport du nombre d'enfants dans le primaire (quelque soit leur âge) sur le nombre total d'enfants de 6 à 11 ans.

Ces chiffres mettent en évidence la brièveté du parcours scolaire de nombreux enfants, avec une entrée tardive et une sortie précoce de l'école, ce qui raccourci singulièrement la durée de la scolarité. Actuellement, 37% des enfants de 6 à 8 ans ne sont pas encore allés à l'école et 45% des enfants ayant entre 10 et 16 ans ont déjà arrêté l'école. Les garçons quittent l'école légèrement plus tôt que les filles : 48% des garçons contre 41% des filles de 10 à 16 ans ne sont pas scolarisés.

TABLEAU 6 : SCOLARISATION SELON LA TRANCHE D'ÂGE

	% selon le groupe d'âge		
	7-15 ans	16 à 21 ans	Plus de 21 ans
N'a jamais été à l'école	14,6	10,6	12,2
A été à l'école et a arrêté ses études	24,3	79,2	87,3
Poursuit actuellement ses études	61,1	10,2	0,5
Total	100	100	100
<i>Effectif</i>	785	311	983
<i>Source</i> : Enquête Observatoire de l'enfance 2000 et nos propres calculs.			

Les multiples raisons d'une faible fréquentation scolaire

Les problèmes rencontrés par les familles pour scolariser leurs enfants sont le reflet de l'aspect multidimensionnel de la pauvreté. Moins de la moitié des individus déclarent avoir quitté l'école avec un niveau d'études que eux ou leur famille jugeaient suffisant. Les autres raisons évoquées reflètent pour la plupart des problèmes d'accessibilité : difficultés administratives, problèmes financiers, maladie mais aussi offre scolaire déficiente.

La pauvreté d'accessibilité se manifeste par exemple par les difficultés qu'éprouvent les familles à rassembler et à fournir un certain nombre de documents administratifs obligatoires pour l'entrée à l'école publique¹. La proportion d'enfants n'ayant pas d'acte de naissance est une fonction décroissante du groupe d'âge, mais concerne près d'un enfant sur cinq dans le groupe de 0 à 5 ans (tableau 7). Les naissances hors union chez des très jeunes filles et une partie des naissances à domicile avec une matrone ne sont pas systématiquement déclarées à l'état civil. C'est au moment de la scolarisation qu'un certain nombre de parents effectuent une démarche au niveau du tribunal pour obtenir un jugement supplétif permettant l'obtention de l'acte de naissance nécessaire à l'inscription des enfants à l'école primaire publique. Dans le programme de scolarisation des enfants issus des familles défavorisées, des associations conseillent et accompagnent les parents sur les démarches à suivre pour l'obtention d'un acte de naissance.

D'autres problèmes d'accessibilité sont aussi avancés par les familles. L'absence de l'enseignant est évoquée pour expliquer la déscolarisation, que le poste soit non pourvu ou « déserté » par l'enseignant. Les chiffres avancés sont élevés (19% des raisons de déscolarisation pour la tranche d'âge 7-21 ans) et nécessitent une investigation complémentaire. Les problèmes financiers de la famille (coût des études trop élevé, besoin de « mettre » l'enfant au travail) sont aussi un facteur limitant bien connu.

Plus surprenante est la proportion de personnes déclarant avoir arrêté leur études en raison de problèmes de santé ou d'un handicap. Près d'un quart des personnes de plus de 21 ans évoquent cette raison, sans que l'enquête permette de distinguer plus précisément la gravité éventuelle de la maladie incriminée.

¹ Les parents doivent fournir pour l'inscription de leur enfant :

- une copie d'acte de naissance justifiant que l'enfant a au moins 6 ans pour sa première année scolaire (classe de onzième),
- une attestation de vaccination (BCG et DTCOQ polio),
- un certificat de résidence justifiant que l'enfant habite dans le Fokontany,
- un reçu de droit d'inscription de 16 500 à 20 000 Fmg par élève selon l'EPP,
- un reçu d'adhésion à l'association des parents d'élèves ou FRAM variant entre 5 000 à 10 000 Fmg selon l'EPP.

TABLEAU 7 : RAISON D'ARRÊT DES ÉTUDES –
PROPORTION D'ENFANTS NON DÉCLARÉS À L'ÉTAT CIVIL

Proportion d'enfants n'ayant pas d'acte de naissance			Raison d'arrêt des études ou de non scolarisation selon la tranche d'âge*	7-21 ans	Plus de 21 ans
Groupe d'âge	Garçons	Filles			
			Niveau atteint jugé suffisant – Pas d'utilité pour la famille	47%	43%
0 à 5 ans	19,5 %	20,6 %	Absence d'enseignant	19%	14%
6 à 10 ans	13,2 %	8,9 %	Maladie , handicap	13%	23%
11 à 14 ans	6,5 %	5,8 %	Problèmes financiers	7%	9%
			Absence d'acte de naissance	8%	8%
			Autre	6%	3%
			Total	100%	100%

* âge au moment de l'enquête pour les personnes ayant arrêté leur études, quel que soit l'âge auquel ils ont arrêté ces études.
Source : Enquête Observatoire de l'enfance 2000 et nos propres calculs.

5. De faibles potentialités

5.1 Un bas niveau de formation

La faiblesse de la scolarisation a des conséquences directes sur le niveau de formation acquis et donc sur le capital humain éducation que peuvent valoriser par la suite les individus. Le capital humain traduit le niveau de potentialité individuelle atteint par les personnes grâce à l'éducation et la santé. La partie « capital humain éducation » résulte de l'accumulation des connaissances données par le système scolaire. La partie « capital humain santé » résulte d'une nutrition adéquate et d'un suivi sanitaire régulier.

Le niveau de formation atteint par les individus de plus de 15 ans est très bas, même si la grande majorité a un jour ou l'autre fréquenté l'école. Ce niveau est légèrement moins élevé chez les ménages suivis par Hardi que sur l'ensemble des ménages. Le nombre d'individus ayant décroché le certificat d'études primaires élémentaires (CEPE) est extrêmement faible, au regard de la moyenne obtenue dans la capitale : moins de 14% de cette population détient le CEPE alors que sur l'ensemble de la capitale, cette proportion dépasse 50% (Madio 1997) (tableau 8).

TABLEAU 8 : NIVEAU DE FORMATION DE LA POPULATION DE PLUS DE 14 ANS *

	HARDI	Non- HARDI	Ensemble
N'a jamais été à l'école	14,2%	11,2%	12,3%
A obtenu le CEPE	11,6%	15%	13,7%
A atteint le niveau secondaire ou plus	2,8%	3%	2,9%

Source : Enquête Observatoire de l'enfance 2000 et nos propres calculs.
* population de plus de 14 ans ayant arrêté ses études soit 97% de la population de plus de 14 ans.

5.2 La pauvreté monétaire : revenus et dépenses des ménages

Les revenus des ménages des quartiers d'Isotry représentent la somme des revenus de tous les membres des ménages et qui proviennent de leurs activités principales, leurs activités secondaires et des transferts en argent reçus. Par ailleurs, les ménages des quartiers d'Isotry ont des revenus monétaires moyens qui représentent à peine la moitié des revenus monétaires

moyens de l'agglomération d'Antananarivo. Le revenu moyen par ménage y est de 264 000 Fmg par mois, alors que le revenu moyen des ménages de l'agglomération d'Antananarivo atteint 619 000 Fmg par mois (tableau 9).

TABLEAU 9 : REVENUS ANNUELS DES MÉNAGES

	HARDI	Non- HARDI	Ensemble
Revenus annuels (en Fmg)			
Revenus annuels moyens de ménage	3 371 000	3 079 000	3 172 000
Revenus annuels moyens par tête	541 000	593 000	574 000
Revenus annuels par unité de consommation	722 000	793 000	768 000
Structure des revenus (en %)			
Revenus des activités principales	91,7%	95,0%	93,9%
Revenus des activités secondaires	8,0%	4,2%	5,5%
Autres revenus	0,3%	0,8%	0,6%
<i>Total</i>	<i>100%</i>	<i>100%</i>	<i>100%</i>
<i>Unité de consommation</i> : 0,5 pour les individus de moins de 15 ans et 1 pour les autres.			
<i>Source</i> : Enquête Observatoire de l'enfance 2000 et nos propres calculs.			

Les dépenses moyenne des ménages des quartiers d'Isotry sont relativement basses par rapport à celles enregistrées en 1998 (Madio, 1998) dans l'agglomération d'Antananarivo dont le montant annuel moyen est estimé à 7 726 000 Fmg. Par ailleurs, plus de 60 % de la consommation des ménages est consacrée à l'alimentation (tableau 10) : ce coefficient budgétaire est proche de celui mesuré à Antananarivo en 1998 pour le quartile le plus pauvre, mais assez éloigné de la moyenne sur l'ensemble de l'agglomération. Les dépenses de logement, regroupant les loyers et combustibles, arrivent en seconde position avec plus de 27 % des dépenses.

TABLEAU 10 : COEFFICIENTS BUDGÉTAIRES DE L'ALIMENTATION ET DU LOGEMENT

Structure des dépenses (en %)	Enquête Hardi 2000	Madio 1998 1° quartile de revenu	Madio 1998 Ensemble
Alimentation	62,7%	58,4%	47,7%
Logement	27,4%	23,7%	21,1%
<i>Source</i> : Enquête Observatoire de l'enfance 2000 et nos propres calculs. ; enquête MADIO 1998.			

L'ensemble de ces données sur l'environnement socio-économique des enfants illustrent la difficulté des conditions de vie d'une proportion importante des ménages de ce quartier. L'objectif est maintenant de voir s'il est possible de faire le lien entre une éventuelle maltraitance et certaines caractéristiques des ménages.

6. le risque de maltraitance : une difficulté de mesure et d'appréhension

Le traitement des questions liées à la maltraitance s'est heurté à un certain nombre de problèmes méthodologiques. Tout d'abord, certaines réserves s'imposent sur la qualité des données, essentiellement à cause des biais dus à la manière dont cette question a été abordée à travers l'enquête. Malgré ces faiblesses, le traitement économétrique des données sous la forme d'un modèle *logit* a donné des résultats cohérents, ce qui ouvre des perspectives pour améliorer cette méthode.

6.1 Les difficultés méthodologiques dans l'approche de la maltraitance

La maltraitance a été abordée sous forme d'un questionnaire auquel ont répondu séparément adultes et enfants du ménage. Malheureusement, dans chaque ménage, un seul enfant de plus de 7 ans a été interrogé, ce qui ne permet donc pas de voir d'éventuelles différences de traitement au sein d'une même fratrie. Ensuite la frontière entre sévérité et maltraitance est délicate à tracer à partir des questions posées. Certes, lever la main sur un enfant est une pratique courante et 68% des adultes recourent à ce type de correction physique. Mais, il est difficile de distinguer dans les déclarations des adultes, la nature et l'intensité des coups. Les déclarations des enfants montrent que 10% d'entre eux souffrent de séquelles de ces actes (hématomes ou blessures).

D'autre part, d'autres formes de violences sont occultées, alors que les entretiens avec les responsables des services sociaux montrent qu'elles existent, sous des formes qui peuvent être particulièrement graves. Il s'agit des violences psychologiques (humiliation) ou des violences sexuelles. Les informations sur ces dernières sont difficiles à obtenir, en raison de la « loi du silence » qui pèse sur ces actes.

6.2 Un modèle peut-il permettre de cerner les populations à risque ?

L'objectif de l'utilisation d'un modèle est de cerner les facteurs dans l'environnement de l'enfant qui augmentent le risque de maltraitance. La technique utilisée ici est la régression logistique, où la variable expliquée est la maltraitance et l'ensemble des variables explicatives sont liées au niveau de vie du ménage (revenus monétaires, conditions de vie), aux caractéristiques individuelles du chef de ménage (niveau d'instruction, migration, religion, alcoolisme) ou encore à la situation de l'enfant au moment de l'enquête (fréquentation de l'école ou d'une association).

L'analyse se fait soit sur des variables dépendantes continues comme l'âge du chef de ménage ou la taille du ménage, et sur des variables dichotomiques codée 1 ou 0 selon que l'individu possède ou non la caractéristique étudiée. Dans notre analyse, si un enfant du ménage déclare être maltraité, le ménage est codé 1, sinon 0. La maltraitance est définie ici par le fait que l'enfant a été frappé, le coup est violent et laisse des traces sur le corps de l'enfant (bleu, bosse, foulure, fracture, etc.). Il s'agit donc uniquement de violence physique signalée.

Le tableau en annexe présente les résultats obtenus ; les principales caractéristiques sont les suivantes :

- la variance expliquée est faible, mais cependant statistiquement significative (10%). Le modèle peut être amélioré en changeant certains choix de découpage de variables (par exemple le revenu),
- un certain nombre de caractéristiques constituent des facteurs propices à une éventuelle maltraitance.

Quatre variables sont significatives. Le fait que les enfants ne fréquentent pas l'école explique significativement au seuil de 1% la maltraitance de l'enfant au sein du ménage. Les enfants non scolarisés ont un risque plus grand d'être maltraités. La taille du ménage influe significativement au seuil de 5% sur la maltraitance des enfants. Plus la taille du ménage augmente, plus le risque de maltraitance des enfants est élevé.

Le risque de maltraitance est plus faible (coefficient négatif) si le chef de ménage est marié. Ce qui n'est donc pas le cas pour le chef de ménage seul (veuf, abandonné) ou divorcé. L'appartenance d'un ou plusieurs enfants du ménage à une association (chorale, scout, association sportive, etc.) diminue le risque de maltraitance.

La taille élevée du ménage, la reconstitution du ménage, la non-fréquentation de l'école ou d'une association sont donc des caractéristiques qui augmentent la probabilité de maltraitance.

Certaines variables introduites dans le modèle ne sont pas significatives. Mais, là aussi nous sommes confrontés à un problème dû à une trop grande homogénéité de l'échantillon. Par exemple, la dispersion des revenus est assez faible parmi les ménages enquêtés et il est difficile de faire des

groupes nets, avec des hauts revenus et des revenus beaucoup plus bas. Ce type d'enquête de vrait donc être réalisé sur un échantillon plus hétérogène (par exemple, un échantillon représentatif de la ville d'Antananarivo), et non sur le seul quartier d'Isotry et sur la catégorie de ménages suivis par Hardi. La participation du ménage à Hardi ne fait pas ressortir distinctement un lien avec la non-maltraitance ; toutefois, ce lien est établi indirectement à travers la scolarisation des enfants, puisque on voit que d'une part les enfants non-scolarisés ont un risque plus grand d'être maltraités et que d'autre part les enfants des ménages suivis par Hardi sont mieux scolarisés.

D'autres variables ne sont pas très bien cernées comme la consommation d'alcool. Les enquêtes qualitatives auprès des intervenants du quartier (ONG, assistantes sociales) montrent que l'alcoolisme est un problème grave, relativement fréquent et qui a des conséquences directes sur la maltraitance des enfants. Or, le repérage de ces personnes à travers un questionnaire est assez délicat, et sans doute sous-estimé.

Conclusion

L'analyse des enquêtes effectuées auprès des ménages du quartier d'Isotry montre un cumul des formes de pauvreté monétaires et de conditions de vie (logement, santé, éducation), dont les conséquences sur la construction des potentialités des individus est manifeste. On voit le lien intergénérationnel des situations de pauvreté, en particulier dans la construction du capital humain éducation. Timide contrepoids, l'intervention de l'ONG Hardi a un impact positif sur les taux de scolarisation des enfants dans le primaire, ce qui renforce donc à terme leur capital humain.

Le traitement des questions liées à la maltraitance s'est heurté à un certain nombre de problèmes méthodologiques liés à la manière dont cette question a été abordée à travers l'enquête : en premier lieu, la frontière entre sévérité et maltraitance n'est pas clairement établie, en second lieu certaines formes de violences (comme les viols) sont frappées de la loi du silence. Les résultats obtenus présentent donc une certaine fragilité et nécessitent des investigations complémentaires.

BIBLIOGRAPHIE

- DUBOIS J.L., MAHIEU R., POUSSARD A., 2001. « La durabilité sociale comme composante d'un développement humain durable », *Le développement humain : Cahiers du Gratices, Université de Paris XII Val de Marne*, pp. 95-113.
- MADIO, 1997. *Le système scolaire et la demande d'éducation dans l'agglomération d'Antananarivo en 1997- Premiers résultats de l'enquête SET 1997*. Projet MADIO, Antananarivo, 55 p.
- MADIO, 1998. *La consommation et le rôle du secteur informel dans la satisfaction des besoins des ménages dans l'agglomération d'Antananarivo*. Projet MADIO, Antananarivo, 47 p.
- MADIO, 2000. *Dynamique du marché du travail dans les sept grandes villes de Madagascar entre 2000 et 2001*. Projet MADIO, Antananarivo, 32 p.
- PNUD, 2001. *Rapport mondial sur le développement humain 2001*, 264 p.
- ROR, 2001, « Les ménages ruraux durant la campagne 2001 », *Les cahiers du ROR*, n°3, Antananarivo, 132 p.
- SEN A.K., 2000. *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*. Odile Jacob, 230 p.
- SILBER J., 2001. « Amartya Sen et la mesure de la croissance économique et du développement social », *Revue d'économie du développement*, 3/2001, pp. 107-135.

ANNEXE

RÉSULTAT DE LA RÉGRESSION LOGISTIQUE

Variable	Coefficient	Std.Err	Statistique-t	Odds ratio
Constante	-2,076	1,135	3,34	
<i>Caractéristiques du ménage</i>				
Revenu du ménage				
2 ^{ème} quartile	-0,185	0,291	0,40	0,831
3 ^{ème} quartile	-0,313	0,300	1,09	0,731
4 ^{ème} quartile	0,084	0,318	0,07	1088
Taille du ménage	0,195	0,071	7,58*	1,216
Immigrant à Antananarivo	-0,048	0,232	0,04	0,953
Existence d'autres personnes	-0,326	0,291	1,25	0,722
Religion	0,107	0,294	0,13	1,113
Bénéficiaire de Hardi	0,058	0,230	0,06	1,059
<i>Conditions de vie du ménage</i>				
Possession de radio	0,137	0,221	0,37	1,145
Habitat précaire	0,173	0,206	0,70	1,189
<i>Caractéristiques du chef de ménage</i>				
Sexe	0,135	0,278	0,23	1,145
Âge	0,011	0,012	0,83	1,011
État matrimonial	-0,473	0,232	4,13*	0,623
Fréquentation école	-0,193	0,352	0,30	0,825
Niveau d'étude du chef de ménage	-0,026	0,217	0,01	0,975
Père alcoolique	-0,369	0,456	0,66	0,692
Possession d'acte d'état civil	0,215	0,686	0,09	1,240
Possession Carte d'identité nationale	-0,032	0,394	0,01	0,969
Connaissance du droit de l'enfant	0,017	0,213	0,01	1,017
<i>Caractéristiques de l'enfant</i>				
Âge de l'enfant	0,460	0,439	1,09	1,584
Fréquentation école	0,965	0,286	11,34**	2,625
Appartenance à une association	0,583	0,282	4,27*	1,792
** signification au seuil de 1% * signification au seuil de 5%				
Si certaines variables n'expliquent pas directement le risque de maltraitance des enfants dans les ménages pauvres car le coefficient n'est pas significatif, elles peuvent toutefois contribuer de façon indirecte à la signification d'autres variables explicatives.				

N = 481

LR chi2(20) = 73,6

Prob > chi2 = 0,0001